



Interview de François Villeroy de Galhau,

Gouverneur de la Banque de France,

**Paris Match « Nous espérons retrouver notre niveau d'activité pré-Covid début
2022 »**

Paris, 30 juillet 2020

Le plan de relance européen vous semble-t-il en adéquation avec les enjeux actuels ?

François Villeroy de Galhau : Son élaboration a été laborieuse, mais son résultat est à la hauteur des difficultés créées par la crise sanitaire et ses conséquences. Il s'agit d'abord d'un acte de solidarité sans précédent, envers les pays les plus touchés par une pandémie elle-même sans équivalent. Ce plan se traduit par davantage qu'un doublement du budget annuel. Il faut ensuite souligner que pour la première fois dans l'histoire de l'Union a été décidé un emprunt à l'échelle européenne. C'est une avancée majeure, qui amorce une réelle politique budgétaire commune. Or les banques centrales de l'UE souhaitaient depuis longtemps que la politique économique de l'Europe ne dépende plus uniquement des actions de politique monétaire. C'est donc une satisfaction supplémentaire pour la Banque de France et la Banque centrale européenne.

Est-ce un moment fondateur pour une Union européenne plus fédérale ?

Il est à mon sens trop tôt pour l'affirmer. Mais ce plan démontre que l'Europe est bien plus forte qu'on ne le dit. Elle a su réagir face aux trois crises récentes, en 2008 avec la crise financière, en 2015 avec celle de la dette grecque, et enfin aujourd'hui. Au pied du mur, les Européens - dont les Allemands - ont fait le choix de l'UE et de l'euro. Optant ainsi pour la meilleure des protections dans un monde incertain, soumis à de nombreux antagonismes.

L'euro est-il aussi plébiscité par les citoyens de l'UE ?

Oui. L'adhésion des Européens à l'euro est mesurée tous les six mois. Elle atteint actuellement 76%, son plus haut niveau depuis longtemps. Les conséquences de la pandémie seront-elles aussi graves que ce que prédisent de nombreux experts ? Le choc est très sévère. Une récession aussi brutale ne s'était pas produite depuis 1945. L'activité économique a diminué de plus de 30 % au plus fort de la crise. Mais ce plongeon sera temporaire, à condition que les suites en soient bien gérées. Ce qui a été mis en place pendant la phase la plus aiguë s'est révélé très efficace: la mobilisation et le bouclier public ont joué un rôle essentiel, notamment en France, qui compte le plus grand montant de prêts garantis par l'État au sein de l'UE. Mieux encore, ces derniers ont été destinés à 75% aux PME et TPE, plus vulnérables. Et c'est également en France que leurs taux sont les plus bas d'Europe, tandis que les mesures d'activité partielle ont protégé un très grand nombre de salariés. Parallèlement, les plans sectoriels, dans l'automobile, l'aéronautique et le tourisme, ont été bien ciblés et semblent bien fonctionner.

Et maintenant ?

La phase de reconstruction est nécessairement différente. C'est là que les bons choix doivent être arrêtés : l'argent public n'est pas illimité, c'est le nôtre et celui de nos enfants. En France, l'État ne peut pas tout faire, ni faire seul. Le « quoi qu'il en coûte » doit progressivement laisser la place à un « quand cela vaut le coup », plus sélectif. Il est fondamental de restaurer la confiance privée, celle des ménages et des entreprises. Elle constitue la clé d'une reprise relativement rapide. Nos prévisions misent sur une baisse du PIB de 10% cette année : ce sera peut-être mieux, pour espérer retrouver le niveau d'activité pré-Covid début 2022.

Comment les ménages et les entreprises peuvent-ils agir ?

L'épargne des Français représentera à la fin de l'année 100 milliards d'euros, soit l'équivalent de 4 ou 5 points de réservoir de croissance. Elle doit être mobilisée pour réussir la reconstruction. Pour cela, garantir une stabilité fiscale est indispensable: ni hausse ni baisse d'impôts. Les gages donnés sur le maintien de l'assurance chômage à son niveau actuel contribuent à redonner confiance, de même que les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes et de l'apprentissage. Pour éviter que cette épargne exceptionnelle se transforme en épargne de précaution, redonner confiance est l'un des plus grands enjeux. Pour les entreprises aussi.

Propos recueillis par Marie-Pierre Gröndahl